

Révolution

du Sourire

du rejet au projet !

Bouclé Jeudi 23/01/2020



Collectif Révolution du Sourire du Rejet au Projet

49

Dimanche 26 janvier 2020

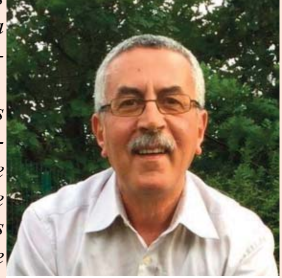
N° 06

La bataille du 97 Didouche Mourad est annoncée

Pour des raisons techniques, nous bouclons ce bulletin chaque jeudi. Nous ne pouvons donc pas connaitre les circonstances du 49e vendredi ni celles de la rencontre nationale des démocrates. Mais nous savons néanmoins que le weekend politique sera lourdement chargé en Algérie. Nous vous livrons ci-après l'interview d'Ouamer SAOUDI, un dirigeant national du Rassemblement.

Contrairement aux apparences, la bataille engagée par le wali d'Alger n'est pas la sienne. Tout comme elle ne concerne pas que le seul RCD. Le recours à l'intimidation d'un parti agréé dénote une grande fébrilité dans le cœur même des cercles décisionnaires qui, pourtant jusque-là, se sont montrés très soucieux de sauver l'apparence d'un formalisme juridique tatillon. Le wali d'Alger a été commis d'office pour engager une bataille qui le dépasse. Apparemment, il a été envoyé en campagne contre le RCD avec la consigne d'éviter de laisser des traces. Plutôt que d'envoyer un courrier officiel, il a eu recours aux méthodes de la pègre. Il s'est défaussé sur un policier qui pour l'occasion a renoncé à son statut d'auxiliaire de la puissance publique pour endosser celui d'un lieutenant de la bande.

Interview page 2



Secrétaire national du RCD

18 mois de prison ferme et 100 000 DA d'amende

Pour des publications sur les réseaux sociaux, l'étudiant Mohamed-Amine Benalia a été condamné à 18 mois de prison ferme et à une amende de 100 000 DA.

Le verdict pour "*outrage au président de la République et d'atteinte à l'unité nationale*" a été rendu le dimanche 19 janvier 2020 par le tribunal de Biskra. Mohamed-Amine Benalia avait été arrêté le 26 décembre 2019. Il a été présenté en comparution directe le 29 du même mois et placé en détention provisoire.

Son avocat, Me Badi, indique que Mohamed-Amine Benalia, étudiant en droit, est entré en grève de la faim à compter du 10 janvier. Son état a nécessité une hospitalisation à partir du mardi 14 janvier.



Il est le second détenu de la Révolution du Sourire à être condamné à une telle peine. Avant lui, le poète de Casbah, le jeune Mohamed Tadjadit, avait écopé de la même peine au Tribunal d'Alger. Il a fini par être relâché.

EDITORIAL

De la spontanéité de l'horizontale, à la défaillance de la verticale

par Assia BAKIR

Un an que les Algériens ont dit non à un 5ème mandat. De la pancarte de Hadj Ghermoul et son compère kada, en passant par kharatta pour en arriver au vendredi 22 février 2019. Un an que l'Algérie vit aux rythmes exaltants des vendredis populaires et des mardis estudiantins. Il s'en est passé des choses. Une révolution polymorphe qui s'est diffusée dans toutes les couches de la société.

Le 22 février marque une éruption sociale totale, qui a menacé le Régime. La dynamique est toujours en cours. Tout comme ce qui est en mouvement, la révolution citoyenne algérienne, a enregistré, tout au long de l'année écoulée, des pics de mobilisation, tout en encaissant des instants de reflux. Doutes et des remises en causes l'accompagnent, non par défaillance, mais bien au contraire, par conscience et mesure de ce qui se joue. Par nécessité de mieux apprécier le chemin parcouru et ce qui reste à faire. La Rue, cette horizontalité qui met tout le monde au même niveau. Celui de la citoyenneté interdite qui veut reprendre ses droits. C'est la force première de la Révolution du 22 février. Cette rue longtemps interdite, réduite à une fonction de passage éphémère, s'érige aujourd'hui et depuis 49 semaines comme espace d'affirmation citoyenne, de revendications sociopolitiques fondamentales pour la survie de la société.



Elle aura pris de l'ampleur cette marche du 22 février 2019. Elle aura aussi attisé des convoitises et suscité des ambitions. On a dit d'elle, qu'elle était "manipulée". On a tenté de parler en son nom, de se mettre à sa tête et de l'orienter vers une direction plutôt qu'une autre.

Suite page 2 ...

Alger
Samedi 25 janvier 2020

Assises du PAD



Samedi 25 janvier, au lendemain de la 49e mobilisation hebdomadaire, le pacte des Forces de l'alternative démocratique (PAD) prévoit de tenir "*Les Assises nationales pour l'alternative démocratique et pour la souveraineté populaire*". Elles regrouperont plusieurs centaines de militant·e·s qui adopteront une plateforme politique à l'issue de leurs échanges. Ce document sera ce qu'il pourra produire comme libération d'énergie militante dans la société et comme élévation du niveau de cohérence de la Révolution. S'il arrive à etre en résonance avec les aspirations populaires, ce texte restera gravé dans le marbre. Si, à contrario, il n'est pas reçu comme une traduction des attentes révolutionnaires, il tombera dans l'oubli.

Suite page 4 ...

De la spontanéité de l'horizontale, à la défaillance de la verticale

... suite de la page 1

Si le Régime a tenté de l'étouffer dès ses premières heures, la verticale algérienne elle, la prend pour son élève à qui elle doit tout appendre. “Comment militer”, “comment parler”, “comment dialoguer”, “comment se faire représenter”. Et des vertes et des pas mûres. Ils se disent venus en soutien “à la rue”. À croire qu'ils lui seraient extérieurs.

La Rue elle, reste déterminée “Algérie libre et démocratique“, “civile et non militaire”, “ils devront s'en aller tous”. Elle ne se donne pas des airs de donneuse de leçon, elle en dispense tout simplement tout en réajustant ses pas à elle.

On a dit d'elle qu'elle aurait échoué. Qu'à cela ne tienne. Quelle aurait donc été sa mission pour la déclarer défaillante ?

Renverser le Régime ? Amener le changement radical qu'elle réclame? Si elle a fait le choix du combat pacifique, c'est qu'elle a inscrit sa lutte sur le long terme. Elle se sait fragile et mesure la nécessité de se construire de l'intérieur, de se consolider. Il appartient aux corps intermédiaires de reprendre du poil de la bête. De ne pas rentrer en concurrence avec la rue, faute d'avoir réussi à la “dompter”. Il leur appartient de saisir l'occasion que leur offre la rue pour mieux revenir et reprendre du service. ***Cette mise en concurrence ne trouve de sens qu'auprès du Régime, qui n'a aucun intérêt à voir la Rue et les corps intermédiaires dans une dynamique complémentaire***.

Le pouvoir de représentation, dont se targuent les corps intermédiaires, n'a aucune valeur sans la légitimité de la Rue. Le Régime le sait et en profite pour mieux fragiliser le mouvement. Sans un levier politique, le levier social n'a aucune chance d'être efficient. Sans les leviers sociaux, aucune représentation politique n'est valable.

Le Régime, vit dans ce no-citizen-land, nolowland, etc. Le problème de la verticale se résume en cette qualité de client dont elle refuse de se défaire. Pour que penser opposition, elle semble prête à tout, sauf confronter et conforter sa légitimité dans la rue. L'horizontale se vit cliente, agit en cliente d'un Régime qui est prêt à tout pour son maintien.

Si la verticale ne prête pas attention, d'autres émergeront de la société, plus légitimes, mieux outillés.

Les syndicats, les formations politiques, corps de métiers, etc. N'ont de choix que celui de remettre leur légitimité à la rue, qui elle en fera une force sûre.

Assia BAKIR

Paroles d’évangile



Qui est ce policier qui a délivré le message du wali d’Alger aux dirigeants du RCD ? Qui est cet individu qui a sommé le journaliste de Berbère Télévision de cesser de couvrir les manifestations d’Alger ? Les méthodes de barbouzes s’étendent et prennent de l’ampleur. Il faut croire que, si la mobilisation populaire ne s’amplifie pas, de sombres nuages s’amoncèlent à l’horizon.

Pourtant les “nouvelles autorités” jurent, par tous les saints, que l’époque a changé et que les pratiques du passé sont mortes et enterrées avec lui. Ils parlent même de fonder une nouvelle république ! Mais comment les croire lorsque l’on voit le panel de journaliste convié à rencontrer le président désigné ? Comment donner du crédit à leurs promesses, lorsqu’ils désignent 50 ministres dans un gouvernement à durée limitée ?

Ils nous ont joué tellement de coups tordus qu’il est temps de leur dire non, même s’ils se mettent à dire des paroles d’évangile.

Amγid

La bataille du 97, rue Didouche Mourad est annoncée

interview de Ouamer SAOUDI dirigeant du RCD

Le pouvoir tente de resserrer l'étau sécuritaire sur Alger. Ces dernières semaines, l'action du RCD a été déterminante pour, à chaque fois, casser le mur de la peur; pensez-vous que le défi se reposera ce vendredi ?

Il est évident que pour le pouvoir la baisse de la mobilisation sur Alger est un objectif quasi stratégique dans sa tentative de normalisation après le simulacre du 12/12. Toutes les composantes du mouvement populaire savent que le maintien de la mobilisation, en particulier dans la capitale, est un impératif pour entretenir la dynamique révolutionnaire, le RCD est pleinement engagé dans cette perspective. Tous les signes indiquent que la voie choisie par le pouvoir de fait pointe vers la répression des marches populaire. Il est donc dans la nature des choses de s'attendre à un dispositif policier plus musclé pour le vendredi 24 janvier.



Précédemment, il y a eu la répression qui a touché le RAJ. Cette fois, formellement l’intimidation concerne en premier lieu le RCD, mais elle n’exceptera ni le mouvement populaire ni les autres structures qui portent les aspirations de la Révolution du Sourire. Avez-vous reçu des signes de sympathie et de solidarité ?

Oui, évidemment, des militants politiques et des citoyens ont exprimé leur solidarité. Je pense qu'au vu de cet élan la traditionnelle marche qui démarre du siège de Didouche sera plus imposante. De son point de vue, le RCD ne veut pas focaliser uniquement sur une énième dérive du pouvoir de fait, mais il entend faire émerger une réponse globale au coup de force du 12 décembre. Pour nous, la réussite des assises de la démocratie prévues pour le 25 janvier est la priorité. Il nous faut rassembler le plus largement possible autour de la seule solution viable qui restitue la souveraineté au peuple, qui lui permette de choisir ses instructions et de garder la main sur les mandants à tous les niveaux de responsabilités.

Donc, à vos yeux, cette excitation des décideurs est aussi un signe d’énervement et de peur ? Ils auraient donc peur de l’émergence d’une voie politique alternative qui gagnerait l’adhésion populaire ?

C'est cela l'enjeu. La démarche des décideurs passe par la répression de toute alternative. Après le fameux : "c'est moi ou le chaos" qui a perdu toute opérativité, les décideurs passent à l’étouffement de toute solution alternative à leurs desseins. Il leur faut donc à la fois tenter de soudoyer dans le Hirak, faire pression pour diminuer la mobilisation par tous les moyens et enfin empêcher toute visibilité à la moindre démarche alternative.

La mobilisation des moyens de répression, le maintien de la fermeture médiatique et le rétrécissement des espaces publics de débat signent la peur de l'émergence de toute démarche alternative au coup de force du commandement militaire qui s'échine à crédibiliser une façade civile dédiée à la restauration de l'autoritarisme.

Pensez-vous qu’une dure répression de votre parti compromettra la tenue de la rencontre du 25 janvier ?

Non. La tenue de la rencontre est l'aboutissement d'un processus de discussion et d'étapes de mobilisation d'acteurs nationaux engagés pour le changement radical du système. Ceci étant dit, une escalade dans la répression contre le Rcd ou qui ciblerait d'autres acteurs qui refusent la normalisation peut changer la donne quant aux positionnements des uns et des autres et peut ouvrir une autre période. Pour le moment, nous n’en sommes pas là. Je pense en tout cas qu'il est plus utile d'œuvrer à l'unité qu'à focaliser sur des questions spécifiques aussi importantes soient-elles.

La mobilisation de la diaspora algérienne peut-elle encore peser dans cette phase particulière o les décideurs tentent d’étouffer la Révolution ?

La mobilisation de l'émigration à travers les manifestations et son implication dans les regroupements politiques qui visent à démontrer et à promouvoir la voie de la transition démocratique est d'un poids indéniable. Imprégné dans les profondeurs de son rôle dans le mouvement national, la communauté algérienne, en France, en particulier, est un point d'appui essentiel pour à la fois imprimer au changement un caractère ancré dans l'universel démocratique et porter plus visiblement l'aspiration à la souveraineté et au progrès qui caractérise les profondeurs du mouvement pacifique enclenché le 22 février 2019.

Interview RS

Louisa Hanoune en est à son neuvième mois à la prison civile de Blida.

Arrêtée le 9 mai 2019 par le tribunal militaire de Blida dans le cadre de la criminalisation de l'action politique, elle a été condamnée dans la nuit du25 au 26 septembre à 15 ans de prison ferme lors d'un procès politique expéditif non public. Son procès en appel n'est toujours pas programmé alors que théoriquement il devait l'être au plus tard deux mois après le verdict. Aucune date n'est communiquée officiellement.

Le PT avait averti le soir même de son incarcération arbitraire de la gravité de la décision politique d'écrouer un chef de parti politique dans le but de le faire taire. Il avait parlé de l'ouverture d'une ère nouvelle aux conséquences fâcheuses pour la démocratie et les libertés en général. Depuis des centaines de politiques(TABBOU), activistes, universitaires, étudiants, journalistes, syndicalistes, manifestants...sont arbitrairement emprisonnés.

Le régime et le pouvoir de fait ont ciblé Louisa Hanoune pour ce qu'elle a toujours été. Une femme politique qui a toujours usé d'un franc-parler et qui a cumulé un capital expérience de quatre décennies de militantisme. Ses positions tranchées en faveur de la révolution et de sa principale revendication : le départ du régime et de ses symboles dérange au plus haut lieu.

Son opposition au 5e mandat exprimée durant toute l'année de 2018, son appui à la non-implication de l'armée dans la politique et, de manière générale, son combat contre l'oligarchie, la prédation, le pillage et contre le système qui les a fabriqués, ont fait d'elle une cible privilégiée de ceux qui veulent préserver le régime.

Il est utile de revenir à cette journée du 9 mai 2019. Louisa Hanoune se présente comme témoin au tribunal militaire de Blida. Elle est filmée à son insu. Avant même que son interrogatoire ne soit terminé, des chaines de télévision liées au régime diffusent l'information de sa mise sous mandat de dépôt.

Ce jour-là, le juge d'instruction qui n'a rien trouvé pour l'inculper lui annonce la fin de l'interrogatoire en ces termes : "*je sors et dans cinq minutes je reviens vous remettre vos papiers d'identité. Vous rentrerez chez vous*". Le juge revient au bout de deux longues heures et, mine défaite, lui annonce : "*je suis désolé, madame, je suis obligé de vous incarcérer*". Sans commentaire. Le jour de son scandaleux procès politique, madame Hanoune a relaté cet



épisode devant le tribunal militaire. Un procès bâclé, sans témoins et sans preuve matérielles. Les fameux enregistrements dont se gargarisaient les chaines privées parapubliques n'ont pas été présentés pour la confondre. Simple, si enregistrements il y a ; ils ne comportent absolument rien de compromettant pour la responsable du PT. À vrai dire, tout est dans cette affaire subterfuges pour faire taire Louisa Hannoune.

Son incarcération ne cesse d'aggraver son état de santé. Atteinte de plusieurs maladies chroniques elle n'est pas dans des conditions où elle peut suivre correctement ses traitements. Longtemps elle refuse d'en parler. Elle refusait que cela fasse d'elle "*un cas humanitaire*". Elle ne voulait et ne veut être que ce que le régime a fait d'elle : une détenue politique incarcérée pour ses positions et opinion ; une victime de la criminalisation de l'action politique. Mais au point où en est arrivé la détérioration de son état de santéet sur insistance du parti, elle a consenti à ce que l'opinion publique soit alertée sur cet aspect de sa situation. Nous nourrissons de réelles craintes non seulement pour sa santé, mais aussi pour sa vie.

Il va de soi que pour le PT, l'exigence de libération de Louisa Hanoune va avec celle de tous les détenus politiques et d'opinion. Ils doivent tous être libérés immédiatement et sans condition. Rien ne peut justifier leur maintien en détention.

Le régime s'est illusionné sur l'impact de l'intimidation et de la répression. Loin de faire taire les voix de la révolution, cette option a plutôt galvanisé le mouvement populaire. La question des détenus politiques est devenue un catalyseur de la révolution, car elle met à nu le régime et le dévoile dans ses prétentions à se maintenir par la force et coute que coute.

La révolution refuse la politique du fait accompli. Elle se poursuit malgré les obstacles dressés devant elle. Rejetant les solutions de replâtrage, notre peuple veut prendre son destin en main. Aujourd'hui, il a pleinement conscience que le régime n'est pas réformable et que le changement viendra du Peuple. Toutes les entraves à l'exercice des libertés doivent être levées. À commencer par l'instrumentalisation de la justice, la systématisation de la détention préventive et les condamnations arbitraires. Les médias, les espaces publics, le champ politique doivent être ouverts au libre débat. Tous les détenus(es) politiques et d'opinion doivent être remis en liberté et totalement réhabilités. Notre Peuple est en droit de choisir librement la nature du régime qu'il veut se donner. Sa volonté est de matérialiser la rupture avec le système en place, c'est ce que les Algériennes et les Algériens réclament par millions et ce de depuis plus de onze mois. Il est temps que le peuple algérien s'engage sur la voie de la convocation d'une assemblée constituante souveraine qui sera le moyen qui permettra de concrétiser ses légitimes aspirations.

Ramdane Youssef Tazibt

Les Emirats une question passée ?

Le président désigné a fait une virée à Berlin. Il commence aussi à recevoir de nombreux hôtes. Les malheurs du peuple libyen font le bonheur du désormais VIP de la régence. Tout est dans l'apparat, puisque les intérêts occultes des maitres d'Alger ont réduit le poids du pays et de sa diplomatie à son poids congru.

Qui ira croire qu'entre les fortunes amassées à Dubaï et la paix en Libye ou la Tripoli "ligne rouge", les décideurs algériens feront le choix de se dévouer au service de nos voisins ? Déjà qu'ils ne le font pas au notre ! Si tel n'est pas le cas, comment expliquer la reculade sur le Comité d'État-major Opérationnel Conjoint (CEMOC), les multiples présences étrangères à nos frontières, le peu d'ambition dans l'action du commissariat à la Paix et à la Sécurité de l'UA et bien d'autres questions.



Pour faire accroire à une puissance intacte, nos bidasses et leur paravent versent dans l'autoglorification et, pour "*impressionner le Peuple*", ils multiplient les exercices à munition vive ; sacrées aubaines qui dope le rythme de renouvèlent des marchés d'achats de munitions ou d'intrants indispensables à leur fabrication. Demain dans l'Algérie Libre et Démocratique nous ferons le point et nous saurons bien si l'actuelle politique de défense part effectivement de l'intérêt, bien compris, de notre pays ou plutôt de celui qui assure l'alimentation de savants circuits financiers dont la fonction est de grossir de honteuses fortunes ! Parce qu'il faut le dire, les Émirats n'étaient pas le péché mignon exclusif d'Ahmed Gaïd Salah. Quelle que fût sa puissance, il n'aurait pu imposer ses intérêts propres sans l'implication de ses pairs qui, eux, sont encore vivants et aux commandes. Bouteflika leur a tous fait découvrir ce sulfureux paradis et les y a tous compromis.

Les gesticulations de Tebboune ne trompent personne. En tout cas, elles ne trompent ni "ses partenaires" ni le peuple algérien en révolution. À chaque manifestation, le message demeure le même : "*Tebounne est arrivé par la fraude, a été installé par les militaires ; il n'a aucune légitimité !*". Ce n'est pas demain que cette sentence populaire changera. Yetnehaw Ga3 !

Mohand B

Assises du PAD

... Suite e la page 1

En tout état de cause, la caste dirigeante ne voit pas cette rencontre d'un bon œil. Pas sûr qu'elle autorise son déroulement à la salle Ali-Maâchi de la Safex d'Alger. Cela ne semble pas inquiéter outre mesure les initiateurs de la réunion. Ils s'affirment déterminés à la tenir y compris si l'administration refuse de l'avaliser.

Nous avons pu joindre Fethi GHARES, coordinateur du MDS qui nous a expliqué qu'il s'agit d'"*une réunion qui a pour but de rassembler les forces qui se reconnaissent dans l'initiative du PAD. Sa perspective est de préparer une conférence nationale indépendante du pouvoir pour débattre sur la transition démocratique qui constitue la seule voie capable de prendre en charge les aspirations démocratiques du peuple algérien et de concrétiser les idéaux portés par sa révolution*". "*Nous devons faire converger nos forces dans le sens de la rupture avec le système pour l'édification d'un État démocratique et social*" a-t-il ajouté.

De son côté Ouamer SAOUDI qui a insisté sur le fait que cette "*rencontre est l'aboutissement d'un processus de discussion et d'étapes de mobilisation d'acteurs nationaux engagés pour le changement radical du système* ". Il ajoute que pour son parti " *la réussite des assises de la démocratie prévues pour le 25 janvier est la priorité*". Le même souci de la convergence anime les organisateurs de cette réunion. SAOUDI insiste lourdement sur la nécessité de rassembler "*le plus largement possible autour de la seule solution viable qui restitue la souveraineté au peuple, qui lui permette de choisir ses instructions et de garder la main sur les mandants à tous les niveaux de responsabilités.*".

La Révolution du Sourire est en attente de révolutionnaires. Bien qu'elle soit majestueuse dans la rue, il n'en reste pas moins qu'elle ne peut tout régler d'elle-même. Elle ne peut notamment pas dépasser le stade de ses puissantes intuitions sans un apport théorique conséquent. Viendra-t-il du potentiel militant et politique du PAD ? Il faut l'espérer ; même s'il ne sera que partiel. Dans un tel cas, il sera toujours possible que d'autres détachements existants ou en émergence comblent les lacunes qui subsisteraient. D'ailleurs, la question de l'élargissement du front révolutionnaire, citoyen, démocratique, républicain et social devrait être l'un des points essentiels de la plate-forme.

Journal d'un cachiriste.

Delirium tremens

En début de semaine, notre brillant président de la République, Madjid Tebboune a reçu Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères. Après un bref exposé sur la situation inquiétante que traverse l'Hexagone depuis une année, l'hôte du jour a assuré à l'homme d'État algérien que la France comptait énormément sur l'aide de l'Algérie notamment sur la scène diplomatique afin de sensibiliser la communauté internationale quant aux efforts consentis par Emmanuel Macron pour démocratiser les institutions de son pays.

Le président Tebboune, inébranlable et droit comme un fil de fer, a voulu tenir un discours de vérité à son invité du jour. « L'Algérie est généreuse, mais elle ne peut pas accueillir toute la misère du monde », lui dira-t-il, paraphrasant ainsi un ancien dirigeant politique de grande envergure intellectuelle, l'académicien : Amar Saadani.

Tebboune comptait notamment insister sur le fait que plusieurs jeunes Français, souvent sans diplômes, venaient en Algérie et s'y installer durablement. Certes, les responsables français n'étaient pas ravis de voir les Algériens durcir les conditions d'octroi de visas, mais leurs arguments n'ont pas résisté à un examen complet et objectif de la situation.

Le phénomène des « sans-papiers » inquiète, en effet, les autorités algériennes. Naturellement, l'absence de perspectives, le chômage qui dépasse, depuis peu, les 25% et qui touche, en France, toutes les couches de la société, a amené des milliers de personnes à traverser la méditerranée, souvent sur des bateaux de fortune, pour se rendre qui, en Algérie ou en Tunisie, qui, en Libye ou au Mali. L'Afrique est désormais perçu comme un véritable eldorado par des populations européennes affamées. Elle est devenue une destination rêvée pour un bon nombre de familles françaises, mais aussi italiennes ou espagnoles. Parfois, des Scandinaves, surtout des Suédois et des Norvégiens, marchent en petits groupes en direction de Marseille, espérant ainsi trouver place sur les embarcations qui relient les deux rives.

Sensible à cette situation, le président Tebboune a décidé d'octroyer à la France une aide de 17 milliards de dinars. La dévaluation de l'euro, la monnaie européenne, a eu, au cours de l'année 2019, un impact catastrophique sur l'économie des pays du vieux continent, aggravant de la sorte une conjoncture déjà bien précaire.

Dans le communiqué final, la partie algérienne a tenu à faire passer un message clair au patron de la diplomatie française et, à travers lui, aux dirigeants de l'Hexagone : « Un cadre de démocratie et de bonne gouvernance permet d'assurer la création des richesses et l'épanouissement des citoyens ». À deux ans de la fin du mandat d'Emmanuel Macron, l'autocrate français, coopté, rappelons-le, en 2017 par l'ancien chef de l'état-major de l'armée française, va-t-il rempiler ? Nous verrons bien. Pendant ce temps, les sommes colossales détournées par des responsables français dorment dans les banques algériennes. C'est un levier non négligeable, car la justice algérienne peut, à tout moment, s'emparer de certains dossiers et poursuivre les auteurs de biens mal-acquis, notamment ces Parisiens, anciens caciques du régime français, qui coulent des jours heureux sur les hauteurs d'Alger, notamment dans les quartiers d'Hydra et de Bir Mourad Raïs.

Nous ne sommes pas des donneurs de leçons, mais parfois, il faut penser à son peuple, serions-nous tentés de préciser.

Abdelmadjid Doui-Menia

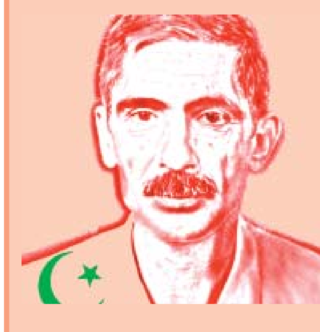
Solidarité



A Tlemcen, à l'occasion du 25e anniversaire de Nour El Houda OGGABI, ses camarades ont marqué leur solidarité en organisant une cérémonie au domicile des parents de l'étudiante. Inscrite en Master 2 sciences humaines et sociales, la jeune militante est accusée d'*"atteinte à l'unité nationale, d'atteinte à corps constitué et au moral des troupes"*. Elle est mise en cause pour ses publications sur son compte Facebook, Elle est en détention depuis le mardi 23 décembre 2019, date de sa convocation par le service de la cybercriminalité de sa wilaya.

L'on se souvient d'autres anniversaires de détenus marqués de façon similaire. Celui des 20 ans d'Amine Ould Taleb (01 novembre 2019) ou des 22 ans d'Ahcene KADI (04 octobre 2019). A ne pas oublier aussi l'émouvante lettre du détenu BIBI Mekhlouf à sa fille Dassine pour ses quatre ans et leurs retrouvailles devant la prison d'El Harrach.

Hommage



Derradji Dilmi syndicaliste et militant ouvrier décédé le 18 janvier 2020 à Annaba. C'est un homme de convictions, généreux, simple et droit qui a tiré sa révérence. Toute sa vie il a été un exemple de rectitude et de droiture, un symbole de courage et de désintéressement. Il a donné ses lettres de noblesse au combat syndical et à la représentation des travailleurs.

Il a été élu président de l'ATU en 1977. À l'issue de son mandat, en 1981, il est élu à la tête du syndicat du complexe sidérurgique d'El-Hadjar ; mais il subit, avec cinq autres de ses camarades, l'application de l'article 120 des statuts du pFLN. En 1989, à la faveur de "l'ouverture démocratique", il gagne les élections syndicales et devient secrétaire général du conseil syndical du complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Dans l'année qui a suivi, à l'occasion du 1er congrès national du Pags, il est élu membre du comité central du parti qu'il avait rejoint dans la clandestinité.

Affaibli par la maladie, Dilmi Daradji n'en a pas moins pris part aux marches populaires au niveau de la ville d'Annaba. L'Algérie perd un monument du combat démocratique.